

**MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**Le pouvoir adjudicateur : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres  
Corderie Royale  
CS 10137  
17306 Rochefort cedex**

**Affaire n°2020M97**

---

**Maîtrise d'œuvre pour la restauration de l'enveloppe extérieure de l'Hôtel de  
la Mer – Domaine du Rayol – Commune du Rayol Canadel (83)**

---

**Appel d'offres ouvert en application du code de la commande publique**

**Date et heure limites de remise des candidatures et offres: 19 janvier 2021 à 16 heures (heure  
de Paris)**

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

## Sommaire

<b>Article 1 - Acheteur.....</b>	<b>3</b>
<b>Article 2 - Objet de la consultation .....</b>	<b>3</b>
2-1-Objet du marché.....	3
2-2-Procédure de passation.....	3
<b>Article 3 - Dispositions générales.....</b>	<b>3</b>
3-1-Décomposition du marché.....	3
3-1-1-Lots.....	3
3-1-2-Tranches .....	3
3-1-3-Eléments de mission .....	3
3-2- Délai d'exécution .....	4
3-3-Modalités de financement et de paiement.....	4
3-4-Variantes libres et variantes imposées.....	4
3-4-1-Variantes libres (à l'initiative du candidat).....	4
3-4-2-Variantes obligatoires (à l'initiative du maître d'ouvrage).....	4
3-5-Modification du programme.....	4
<b>Article 4 - Montant prévisionnel des travaux .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 5 - Conditions de participation.....</b>	<b>4</b>
5-1-Forme juridique de l'attributaire .....	4
<b>Article 6 - Dossier de consultation .....</b>	<b>4</b>
6-1-Contenu du dossier de consultation en phase candidature .....	4
6-2-Mise à disposition du dossier de consultation en phase candidature.....	5
6-3-Modification du DCE et renseignements techniques complémentaires.....	5
<b>Article 7 – Conditions d'envoi ou de remise des plis.....</b>	<b>6</b>
7-1-Présentation des candidatures.....	6
7-2-Langue de rédaction des propositions.....	7
7-3-Unité monétaire .....	7
7-4-Délai de validité des propositions .....	7
<b>Article 8- Jugement des candidatures.....</b>	<b>7</b>
<b>Article 9 - Indemnisation des équipes de maîtrise d'œuvre.....</b>	<b>8</b>
<b>Article 10 - Renseignements complémentaires.....</b>	<b>8</b>

## Article 1 - Acheteur

**Le pouvoir adjudicateur** : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres  
Corderie Royale - CS 10137  
17306 Rochefort cedex  
Téléphone : 05.46.84.72.50  
Site internet : <http://www.conservatoire-du-littoral.fr>

## Article 2 - Objet de la consultation

### 2-1-Objet du marché

La consultation porte sur les prestations suivantes :

**Maîtrise d'œuvre pour la restauration de l'enveloppe extérieure) de l'Hôtel de la Mer – Domaine du Rayol – Commune de Rayol Canadel (83)**

Marché passé conformément au code de la commande publique et plus spécifiquement les articles L2430-1 et suivants et R2431.1 et suivants du code de la commande publique.

**Références à la nomenclature européenne (CPV) :**

7124000-2 : Services d'architecture, ingénierie et de planification

### 2-2-Procédure de passation

Appel d'offres ouvert en application du code de la commande publique et des articles R2172.1, R.2172.2 1° et suivants, L.2124-2, R2124-2

## Article 3 - Dispositions générales

### 3-1-Décomposition du marché

#### 3-1-1-Lots

Le marché n'est pas alloté en raison du caractère insécable des missions de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation de bâtiments (article R2431-5 du code de la commande publique)

#### 3-1-2-Tranches

Le marché est décomposé en deux tranches :

- Tranche Ferme  
Etudes de diagnostic incluant l'isolation du toit terrasse et Missions AVP à AOR pour les façades
- Tranche optionnelle :  
Missions AVP à AOR pour l'isolation du toit terrasse

#### 3-1-3-Eléments de mission

Le marché est divisé en éléments de mission définis comme suit (et conformément au programme) :

- ✓ Etudes de diagnostic (DIAG)
- ✓ Etudes d'avant-projet (AVP), décomposé en études d'avant-projet sommaire (APS) et études d'avant-projet définitif (APD) y compris autorisations administratives,
- ✓ Etudes de projet (PRO) et d'exécutions (EXE)
- ✓ Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT)
- ✓ VISA des études d'exécution et de synthèse ;
- ✓ Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET);
- ✓ Assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la durée de la garantie de parfait achèvement (AOR);
- ✓ Ordonnancement, coordination et pilotage (OPC)

### **3-2- Délai d'exécution**

Les prestations, dont les délais d'exécution figurent dans le CCAP sauf délai plus court proposé par l'attributaire, seront exécutées à compter de l'ordre de service de démarrage pour chaque mission. La durée prévisionnelle du marché est de 36 mois.

### **3-3-Modalités de financement et de paiement**

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire et sur fonds propres du Conservatoire ou via le plan de relance Etat.

### **3-4-Variantes libres et variantes imposées**

#### **3-4-1-Variantes libres (à l'initiative du candidat)**

Les variantes par rapport à l'objet du marché ne sont pas autorisées.

#### **3-4-2-Variantes obligatoires (à l'initiative du maître d'ouvrage)**

Le pouvoir adjudicateur n'impose pas la présentation de variante.

### **3-5-Modification du programme**

Conformément au code de la commande publique, en cours d'exécution du marché et jusqu'à la phase avant-projet incluse, le maître d'ouvrage peut décider des modifications du programme dont l'incidence financière sur l'estimation prévisionnelle des travaux doit être chiffrée. Les conséquences de l'évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle sont prises en compte par voie d'avenant.

## **Article 4 - Montant prévisionnel des travaux**

L'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux est estimée à 1 100 000 € HT valeur actualisée décembre 2020.

## **Article 5 - Conditions de participation**

### **-Forme juridique de l'attributaire**

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R2142.24 du code de la commande publique.  
En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement devra préciser le compte unique sur lequel les versements seront effectués.

Conformément à l'article R2142.4 du code précité, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, en application de l'article R2142.21 du code précité. En revanche un opérateur économique peut être présent au sein de plusieurs groupements mais ne peut être mandataire de plus d'un groupement (R2142-23 code de la commande publique).

## **Article 6 - Dossier de consultation**

### **6-1-Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- ✓ le présent règlement de la consultation;
- ✓ l'annexe financière ;
- ✓ le cahier des clauses administratives particulières ;

- ✓ Le cahier des clauses techniques particulières et son annexe « études préliminaires »

## **6-2-Mise à disposition du dossier de consultation en phase candidature**

Conformément à l'article R2132.2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

## **6-3-Modification du DCE et renseignements techniques complémentaires**

### **6-3-1-Modification du dossier de consultation**

Conformément à l'article R2132.6 du code précité, des renseignements complémentaires sur les documents de la consultation pourront être envoyés aux candidats en ayant fait la demande, **au plus tard six jours** avant la date limite de remise des candidatures.

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un candidat aurait remis une candidature avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier DCE modifié, avant la date et heure limites de dépôt des candidatures. Dans l'hypothèse où la date de remise des candidatures initialement prévue ne permet pas la modification ou la transmission des candidatures dans le délai imparti, cette date sera reportée par le pouvoir adjudicateur.

Les candidats identifiés seront informés du report de la date limite de remise des plis.

### **6-3-2-Renseignements techniques complémentaires**

Toute demande de renseignement d'ordre technique se fera sur le profil acheteur PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) et devra parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des candidatures.

Les réponses seront données à l'ensemble des candidats authentifiés par le même moyen, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des candidatures.

## **6-4-Visite des lieux**

Bien que non obligatoire, **une visite du site est fortement conseillée en** préalable à la remise des candidatures et offres.

*Chaque candidat devra avoir parfaitement apprécié toutes les contraintes environnementales liées à l'opération et s'engage à respecter l'ensemble des mesures sanitaires liées au COVID (distanciation, port du masque...) lors de la visite.*

*Le Conservatoire se réserve la possibilité de modifier tout ou partie des éléments relatifs à la visite en cas de poursuite/reprise du confinement ou de toute autre mesure restrictive imposée par l'Etat français.*

Afin de répondre au mieux à la prestation, les candidats prendront contact avec le représentant du pouvoir adjudicateur afin de fixer un rendez-vous pour effectuer une visite auprès de :

Myriam GRANIER

Conservatoire du littoral – Délégation PACA

Mail : [m.granier@conservatoire-du-littoral.fr](mailto:m.granier@conservatoire-du-littoral.fr)

## **6-5- Echanges après la phase de passation du marché**

Tous les échanges pendant l'exécution ou pour la transmission de documents, comme par exemple, les modifications (avenants notamment), se feront par voie dématérialisée sur le profil acheteur PLACE.

## Article 7 – Conditions d’envoi ou de remise des plis

### Remise des plis par voie électronique :

Conformément aux dispositions des articles R2132.7 et suivants du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur autorise uniquement la transmission des candidatures et des offres des entreprises par voie électronique à l'adresse suivante :

<http://www.marches-publics.gouv.fr>

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique en application l'article R2132.11 du code de la commande publique au :

Conservatoire du littoral – Délégation PACA  
Bastide Beaumanoir – 3 rue Marcel Arnaud  
13100 AIX-EN-PROVENCE

### **Recommandations**

*Il est recommandé aux candidats d’éviter de transmettre leur candidature et offre ou de contacter le support technique en « dernière minute ». Les réponses électroniques transmises après la date et l’heure fixées par le présent règlement ne seront pas retenues. En cas d’envois successifs, seul sera retenu le dernier pli déposé.*

**Aucune autre forme d'envoi que ceux cités ci-dessus ne sera acceptée.**

### **7-1-Présentation des candidatures**

le candidat peut répondre via le formulaire DUME .

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

#### **Justificatifs candidature (à ne fournir qu’une fois )**

- Lettre de candidature (**DC1** disponible sur [http://www.economie.gouv.fr/files/directions\\_services/daj/marches\\_publics/formulaires/DC/im\\_primes\\_dc/DC1-2016.doc](http://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/im_primes_dc/DC1-2016.doc))
- Déclaration du candidat (**DC2** disponible sur [http://www.economie.gouv.fr/files/directions\\_services/daj/marches\\_publics/formulaires/DC/im\\_primes\\_dc/DC2-2016.doc](http://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/im_primes_dc/DC2-2016.doc))
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l’importance du personnel d’encadrement pour chacune des trois dernières années,
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
- Indication des titres d'études et professionnels des responsables de prestation de services de même nature que celle du contrat
- Une attestation d’assurance pour les risques professionnels en cours de validité

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut s'appuyer sur d'autres opérateurs économiques (cotraitants, sous-traitants) (Article R2143.12 code de la commande publique).  
Le cas échéant, le candidat produit, pour ce (ces) opérateur(s) économique(s), les mêmes documents que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur à l'appui de sa candidature.

### **7-2-Contenu de l’offre**

#### **• L’annexe financière, complétée., en format feuille de calcul (excel ou équivalent)**

A l’issue de la procédure d’attribution, cette annexe financière sera transmise avec l’acte d’engagement au candidat retenu pour signature.

#### **• Un **mémoire technique** comprenant obligatoirement des propositions, notamment sur les sous-critères suivants utilisés pour l’analyse des offres :**

- Méthodologie d'exécution précisant :  
Le déroulé de chaque mission de Moe avec notamment le temps consacré par le candidat, les modalités de concertation/communication et la qualification du personnel affecté  
La définition du rôle de chaque membre de l'équipe
  - Calendrier d'exécution de la mission pour les différentes phases du dossier, en précisant les contraintes qui s'imposeront aux différentes étapes par rapport à l'activité d'accueil du public dans le bâtiment (envisager un déroulement de chantier le moins impactant possible pour l'accueil du public (périodes les moins impactantes : début nov à fin mars).
  - Expérience de l'équipe affectée à la mission en restauration d'édifices patrimoniaux et de décors avec présentation d'exemples déjà réalisés ou étudiés.
  - Prise en compte de l'environnement du chantier  
Le candidat précise les dispositions prises pour assurer l'intégration environnementale dans le projet global de restauration, en considérant l'environnement pavillonnaire dans lequel se situe le bâtiment et sa situation en site classé : intégration des accès, du stationnement, des cheminements et des zones de stockage de matériaux, la protection de l'environnement (charte chantier vert, gestion des matériaux du chantier, tri sélectif, nuisances sonores, etc.) et la contrainte d'ouverture du site au public 364 jours/an.
- RIB faisant apparaître IBAN et BIC
  - En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre en plus du DC4 :
    - o Les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant (DC2),
    - o RIB faisant apparaître IBAN et BIC (pour les prestations dont le montant est supérieur à 600€ TTC, conformément à l'article R2193.10 du code précité).
    - o Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction prévue à l'article R2143.3 du code précité.

Le candidat ne doit pas joindre dans son offre le CCAP, le programme et le règlement de la consultation, seuls faisant foi ceux détenus par le pouvoir adjudicateur.

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti par le pouvoir adjudicateur les certificats et attestations prévus à l'article R2144.7 du code précité.

Nota : L'ensemble des certificats sociaux et fiscaux ne sont à produire qu'au niveau de l'attribution du marché. Par simplification, ils pourront être joints à la remise des offres.

A l'issue de la procédure d'attribution, un acte d'engagement sera transmis au candidat retenu pour signature.

### **7-3-Langue de rédaction des propositions**

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

### **7-4-Unité monétaire**

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euros.

### **7-5-Délai de validité des propositions**

Le délai de validité des propositions est de 180 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

### **7-6-Négociation**

Conformément à l'article R2161-5 du code de la commande publique, la négociation est interdite.

## **Article 8- Jugement des propositions**

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions suivantes :

### **Critères d'examen des candidatures :**

Le pouvoir adjudicateur contrôlera les garanties professionnelles, techniques (expériences, compétences, moyens humains) et financières des candidats sur la base des pièces de candidatures remises.

**Critères de jugement des offres :**

1. **Valeur technique** (pondération : **60%**), appréciée sur la base du mémoire technique :
  - Méthodologie d'exécution, incluant un calendrier d'exécution détaillé (50%)
  - Expérience de l'équipe affectée à la mission en restauration d'édifices patrimoniaux et de décors (30%)
  - Prise en compte de l'environnement du chantier (20%)
2. **Prix des prestations** (pondération : **40%**) apprécié à travers le prix global et forfaitaire proposé dans l'annexe financière

## **Article 9 - Indemnisation des équipes de maîtrise d'œuvre**

Aucune indemnisation ne sera allouée aux candidats.

## **Article 10 - Renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront s'adresser à : la plate-forme PLACE

**Voies de recours**

**Tribunal administratif Marseille**  
**22-24 rue Breteuil**  
**13006 Marseille**

Téléphone : 04 91 13 48 13  
Email : greffe.ta-marseille@juradm.fr